

Y EN A MARRE !

Nous, chômeurSEs, précaires, allocataires, désignéEs comme "fraudeurs", "cancer de la société", "profiteurs", "fainéants", "assistés", "parasites" EN AVONS ASSEZ d'être les boucs émissaires d'une politique générale de précarisation et de galérer au quotidien.

NOUS NE VOULONS PLUS de revenus insuffisants, de contrats bidons et précaires, d'Offre Raisonnable d'Emploi (ORE), de radiations, de flicage (suivi mensuel obligatoire, convocations, labyrinthes administratifs et contrôles de la CAF), de la déshumanisation du service public d'accompagnement (3949, pression du chiffre sur les conseillerEs pôle emploi), des discriminations sexistes, racistes ou en rapport avec l'âge (dans l'accès à l'emploi, aux aides et minimas sociaux, à l'égalité salariale). NOUS NE VOULONS PLUS culpabiliser de vivre avec des miettes pour lesquelles on devrait en plus être reconnaissantEs, tandis que le chômage explose et que les inégalités sont de plus en plus importantes. L'attitude des gouvernements successifs consiste à utiliser l'augmentation du chômage pour à la fois justifier la précarisation des salariéEs et la remise en cause de droits élémentaires des personnes sans emploi et précaires (revenus décents, logement, accès à la santé, à la nourriture...). Sans oublier l'imposition récente d'un temps de travail obligatoire pour les RSAistes, pour notre "dignité", dont NOUS VOULONS LE RETRAIT IMMÉDIAT (CUI de 7h/semaine pour à peine 120 euros de plus, soit moins de 5 euros de l'heure !).

Le sommet pour l'emploi de Sarkozy de ce mercredi 18 janvier poursuit la même logique, avec la complicité des "partenaires sociaux". Sous couvert de chômage partiel accru, c'est toujours plus de flexibilité que l'on garantit au patronat tandis que l'on va une fois de plus multiplier la signature de contrats précaires (CUI-CAE) pour maquiller les chiffres du chômage réel, d'ici la présidentielle. NOUS NE VOULONS PLUS de ces bidouillages et de ces contrats jetables, dont nous faisons systématiquement les frais. Dans cette situation, les sans-papiers se trouvent comme toujours en première ligne. Quand ce n'est pas le patronat qui les exploite illégalement, ils et elles sont pourchassésEs et expulsésEs, sans droit et sans ressources. NOUS DÉNONÇONS l'amalgame entre immigration et chômage, repris par les différents partis au pouvoir. Dans cette logique, pôle emploi et la CAF n'accordent pas de droits égaux aux travailleurSEs sans papiers (racket des cotisations chômage...) et se font les relais des politiques xénophobes (lampes UV de contrôle des papiers d'identité, dénonciations d'absence de titre de séjour à la préfecture...).

Nous sommes conscientEs que les salariéEs de pôle emploi et de la CAF sont soumisES à une politique du chiffre et de contrôle accru, à un manque de ressources (absence d'embauche et de titularisation...), à la répression syndicale etc. NOUS N'ACCEPTONS PAS la dégradation du service public qui devient un outil de contrôle social nuisible aux salariéEs et aux usagerEs au profit de prestataires et d'opérateurs privés dans le cas de pôle emploi (Ingéus ou encore Cible-emploi).

Pour toutes ces raisons, nous avons décidé de rompre l'isolement et de nous organiser collectivement. Plutôt que de subir individuellement, nous voulons créer un espace d'information, de solidarité et de rencontre. Avec ou sans emploi, avec ou sans papier, usagerE ou salariéE de pôle emploi et de la CAF, notre collectif est ouvert à toutes les personnes qui veulent se battre contre la précarité.

RDV MARDI 17 JANVIER A LILLE – 10H ENTRÉE GARE SAINT SAUVEUR à l'appel du collectif et des Indignés de Lille

Nous encourageons la tenue d'assemblées générales dans le cadre des occupations des pôles emploi (et CAF), qui démarrent le MARDI 17 JANVIER dans plusieurs villes en France. Appel soutenu nationalement et/ou relayé localement par Agir ensemble contre le Chômage, CGT Chômeurs rebelles, SUD Emploi, MNCP, CGT Pôle Emploi, Les désobéissants, Anonymous, Les Indignés, des collectifs de chômeurs et précaires (MCPL de Rennes...), la C.R.I.S.E de Nancy, Les Cafards, CNT, FO interim, APEIS... Nous sommes solidaires des associations et collectifs déjà existants (CIP-IDF, MCPL de Rennes, Assemblée de Marseille contre la précarisation, Collectif des droits nouveaux, Réseau Stop la précarité...) et souhaitons une unité sur des bases communes, entre syndicats, assos, collectifs... dans la perspective d'une riposte collective. Qu'ils arrêtent leurs salades et balancent l'oseille... ! Leur crise n'est pas la nôtre ! Leur système n'est pas qu'ils nous imposent n'est pas le nôtre !

Rejoignez-nous à la prochaine réunion du collectif JEUDI 19 JANVIER, 18h. Nous proposons de nous entraider et de nous solidariser sur nos situations diverses (radiations, droits liés à la CAF,...) et de débloquer ensemble les situations vis à vis de pôle emploi et de la CAF. Pour nous contacter : collectifCPL59@yahoo.fr

CCPL (Collectif de ChômeurSEs et Précaires de Lille)